

Avis de convocation / avis de réunion

TALEND

Société anonyme au capital de 2.370.808,80 euros
Siège social : 9, rue Pages - 92150 Suresnes
484 175 252 R.C.S. Nanterre

AVIS DE CONVOCATION**ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE 26 JUIN 2018****RECTIFICATIF A L'AVIS DE REUNION PUBLIE AU BALO N° 61 LE 21 MAI 2018**

Il est rappelé à Mesdames et Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués à l'assemblée générale à caractère mixte qui se tiendra le 26 juin 2018 à 14 heures 30, au siège social de la société sis 9, rue Pages - 92150 Suresnes, France.

Il est porté à l'attention des actionnaires que les modifications suivantes ont été apportées aux résolutions figurant dans l'avis de réunion paru au BALO le 21 mai 2018, bulletin n° 61 :

- la cinquième résolution est désormais rédigée comme suit :

« Cinquième résolution

Renouvellement des mandats des commissaires aux comptes

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration,

constatant que les mandats de commissaires aux comptes titulaires de KPMG AUDIT IS et VACHON et ASSOCIES, ainsi que les mandats de commissaires aux comptes suppléants de KPMG AUDIT ID et MBV et ASSOCIES, viennent à expiration à l'issue de la présente assemblée,

décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de VACHON et ASSOCIES, pour une nouvelle durée de six exercices venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023,

décide de nommer en qualité de nouveau commissaire aux comptes titulaire KPMG SA pour une durée de six exercices venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, en remplacement de KPMG AUDIT IS, dont le mandat n'est pas renouvelé,

décide de ne pas renouveler les mandats des commissaires aux comptes suppléants, de KPMG AUDIT ID et MBV et ASSOCIES, la nomination de commissaires aux comptes suppléants n'étant pas requise dès lors que les commissaires aux comptes titulaires ne sont pas des personnes physiques ou des personnes morales unipersonnelles. »

- le 8^{ème} paragraphe de la douzième résolution est modifié comme suit :

*« décide de fixer à **928.000** euros (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente résolution, étant précisé que : ... » ,*

- le 4^{ème} paragraphe de la seizième résolution est modifié comme suit :

*« le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées aux termes de la Douzième résolution, de la Treizième résolution, de la Quatorzième résolution et de la Quinzième résolution ci-dessus de la présente assemblée ne pourra pas être supérieur à **928.000 euros, étant, en outre, précisé que le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées aux termes de la Treizième résolution, de la Quatorzième résolution et de la Quinzième résolution ne pourra pas être supérieur à 232.000 euros**, et que s'ajoutera aux plafonds susvisés le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions, »*

Aucune modification n'a été apportée à l'ordre du jour de l'assemblée générale rappelé ci-après :

Ordre du jour de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

- Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et présentation par le conseil des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur le gouvernement d'entreprise et sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce,
- 1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 – Quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes,
- 2. Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- 3. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- 4. Examen des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce,
- 5. Renouvellement des mandats des commissaires aux comptes,
- 6. Ratification de la nomination provisoire de Madame Nora Denzel en qualité d'administrateur,
- 7. Ratification de la nomination à titre provisoire de Monsieur Brian Lillie en qualité d'administrateur,
- 8. Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Nanci Caldwell,
- 9. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Jones,
- 10. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Brian Lillie,
- 11. Nomination de Monsieur Mark Nelson en qualité d'administrateur,

Ordre du jour de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

12. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,
13. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public,
14. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à émettre dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier,
15. Délégation au conseil à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée en vertu des délégations susvisées,
16. Fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des délégations susvisées consenties au conseil d'administration,
17. Délégation de compétence consentie au conseil en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise,
18. Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce,
19. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,
20. Fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu de l'autorisation à l'effet de procéder à l'attribution gratuites d'actions et de la délégation à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions susvisées,
21. Délégation à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société au profit des salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise, établi en application des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail.
22. Délégation à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une première catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,

23. Délégation à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une seconde catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,

24. Fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des délégations visées aux points 21 à 23 ci-dessus.

Il est rappelé que l'avis préalable de réunion de l'assemblée générale comportant le texte des projets de résolutions initialement arrêté par le conseil d'administration a été publié au BALO le 21 mai 2018.

A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de Commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de Commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers (ou le cas échéant par voie électronique) dans les conditions prévues à l'article R. 225-85 du Code de Commerce (avec renvoi de l'article R. 225-61 du même code), en annexe :

- du formulaire de vote à distance ;
- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

B) Mode de participation à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

— pour l'actionnaire nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ou demander une carte d'admission à BNP PARIBAS Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

— pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à un autre actionnaire pourront :

— pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

— pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et renvoyé à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services - CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par la Société ou le service Assemblées Générales de BNP PARIBAS Securities Services, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

C) Questions écrites

Chaque actionnaire a la faculté d'adresser au conseil d'administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante 9, Rue Pagès – 92150 Suresnes ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante : aross@talend.com.

Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

D) Droit de communication des actionnaires

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de Commerce par demande adressée à BNP PARIBAS Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Le conseil d'administration